

Les victimes du bombardement de Lyon du 26 mai 1944.

Approche micro-historique

Isabelle von Buelzingsloewen

Depuis notre dernière Assemblée, nous avons eu la joie profonde de voir libérée la presque totalité du territoire français et de retrouver en assez bon état notre importante usine de Strasbourg dont nous étions dépossédés par les Allemands depuis plus de quatre ans ; et nous nous réjouissons pleinement si l'exercice dont nous avons à vous rendre compte n'avait été endeuillé par une affreuse catastrophe qui coûta la vie à quarante-huit membres de notre personnel [...] La catastrophe dont nous avons le pénible devoir de vous entretenir, se produisit à Lyon, le 26 mai dernier. Lors du bombardement aérien qui eut lieu ce jour là, notre usine de Gerland fut durement atteinte. Mais les dégâts matériels, quoiqu'importants, ne sont rien en regard des pertes humaines irréparables que nous avons eues à déplorer [...] Nous saluons avec respect et tristesse la mémoire de tous ces disparus et nous adressons à leurs familles nos condoléances émues¹.

Ces quelques lignes lues aux actionnaires de la maison Olida lors de l'assemblée générale réunie le 23 avril 1945 au siège parisien de l'entreprise rendent compte d'un événement qui a servi de point de départ à cette enquête : la mort de quarante-huit salariés de l'usine lyonnaise dans le bombardement américain qui a frappé la ville le 26 mai 1944 dans le cadre du plan allié de destruction des installations ferroviaires françaises conçu en prévision du débarquement de Normandie². Un bombardement qui a fait plus de sept cents victimes, plus de mille cent blessés, et a causé des destructions considérables dans les quartiers situés à proximité des gares et des voies ferrées³.

Mon analyse aurait pu se centrer sur le bombardement lui-même – sa justification stratégique, la façon dont il a été opéré, les objectifs qu'il a atteints, les dégâts qu'il a occasionnés –, sur la façon dont cet événement attendu et redouté a été exploité par la

¹ Archives historiques du Groupe Crédit agricole SA, fonds du Crédit lyonnais, DEEF 45636 (1), rapport annuel de la maison Olida, exercice 1944, p. 4.

² Mis en œuvre à partir de mars et surtout d'avril 1944, ce plan allié, dit *Transportation Plan*, avait pour principal objectif de ralentir l'acheminement de troupes et de matériel allemands en Normandie après le débarquement. Avant cette date, les bombardements alliés ont surtout concerné l'Ouest et le Nord de la France, ainsi que la région parisienne. La stratégie alliée de bombardement de la France a été analysée dans plusieurs ouvrages récents. Voir : Knapp A., *Les Français sous les bombes alliées 1940-1945*, Paris, Tallandier, 2014 et Schmiedel M., « *Sous cette pluie de fer* ». *Luftkrieg und Gesellschaft in Frankreich*, Francfort-sur-le-Main, Franz Steiner Verlag, 2013. Voir également le documentaire de 90 minutes *La France sous les bombes alliées* réalisé par Emmanuel Blanchard, Catherine Monfajon et Patrice Salinié diffusé sur France 3 le 12 mai 2014. Afin de replacer les bombardements sur la France dans un cadre plus large : C. Baldoli, A. Knapp, R. Overy (dir.), *Bombing, States and Peoples in Western Europe 1940-1945*, Londres et New York, Continuum, 2011 et Overy R., *Sous les bombes. Nouvelle histoire de la guerre aérienne. 1939-1945*, Paris, Flammarion, 2014.

³ Voir Benoit B., « Le bombardement de Lyon », *Les bombardements alliés sur la France durant la Seconde Guerre mondiale : stratégies, bilans matériels et humains*, Cahiers du CEHD, n° 37, 2009, p. 163-177.

propagande vichyste et par la Résistance, ou encore sur les dispositifs de prise en charge des blessés et des sinistrés mis en place par les pouvoirs publics⁴ en lien avec les associations caritatives⁵. J'ai cependant décidé de m'intéresser non pas aux survivants mais aux morts et, à travers eux, à la gestion du deuil, question qui s'est posée à toutes les villes bombardées, à des degrés divers, pendant mais aussi après la Seconde Guerre mondiale⁶. Le choix de resserrer la focale sur le groupe des quarante-huit salariés de l'usine Olida, qui ont pourtant laissé peu de traces dans les archives, s'explique, quant à lui, par trois raisons. La première, d'ordre méthodologique, repose sur la conviction que l'approche micro-historique peut contribuer à renouveler l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, comme l'ont montré un certain nombre d'études récentes qui ont réhabilité l'échelle locale, souvent dépréciée par les historiens français, et illustré la fécondité de la mise en regard de trajectoires individuelles ou familiales et de la « grande histoire »⁷. La seconde est d'ordre mémoriel : même si, de par leur emplacement dans une descente de parking, les deux plaques en marbre (cf. photo 1) apposées au n° 99 de la rue de Gerland en hommage aux quarante-huit Olida morts ensevelis sous les décombres de leur usine bombardée manquent de visibilité (cf. photo 2), elles sont l'une des rares traces du bombardement du 26 mai 1944 présentes dans l'espace public lyonnais. Enfin, une troisième raison tient au fait que, à Lyon comme ailleurs, la population ouvrière a été surreprésentée parmi les victimes des bombardements alliés qui ont visé en priorité des quartiers industriels et populaires.

⁴ La préfecture, la mairie centrale et les mairies des arrondissements concernés.

⁵ Essentiellement le Secours national et la Croix-Rouge française.

⁶ Dans le prolongement du travail publié par Luc Capdevilla et Danièle Voldmann, *Nos morts. Les sociétés occidentales face aux tués de la guerre*, Paris, Payot, 2002.

⁷ Voir C. Zalc, T. Bruttman, I. Ermakoff, N. Mariot (dir.), *Pour une micro-histoire de la Shoah*, Paris, Seuil, 2012, en particulier l'introduction rédigée par les quatre directeurs du volume « Changer d'échelle pour renouveler l'histoire de la Shoah », p. 11-15.

Photo 1 : Plaques à la mémoire des victimes Olida, 99, rue de Gerland



(cliché de l'auteur)

Photo 2 : Emplacement des plaques à la mémoire des victimes Olida, 99, rue de Gerland



(cliché de l'auteur)

Le bombardement de l'usine Olida de Gerland : scénario et contexte

Grâce aux informations recueillies dans le rapport du conseil d'administration de la maison Olida pour l'exercice 1944 et dans la déclaration de sinistre établie quelques jours après le drame⁸, mais surtout grâce au témoignage écrit d'Irène Jacquier recueilli en 1984 par le Centre d'histoire de la résistance et de la déportation à l'occasion du quarantième anniversaire du bombardement⁹, il est possible de reconstituer assez précisément le scénario qui a conduit à la mort des quarante-huit Olida en ce matin du vendredi 26 mai 1944, veille du week-end de Pentecôte. Alors âgée de 18 ans, Irène Jacquier n'était employée que depuis quelques mois chez Olida au moment du bombardement. Voici le récit qu'elle livre de cet événement qui l'a, dit-elle, marquée à vie :

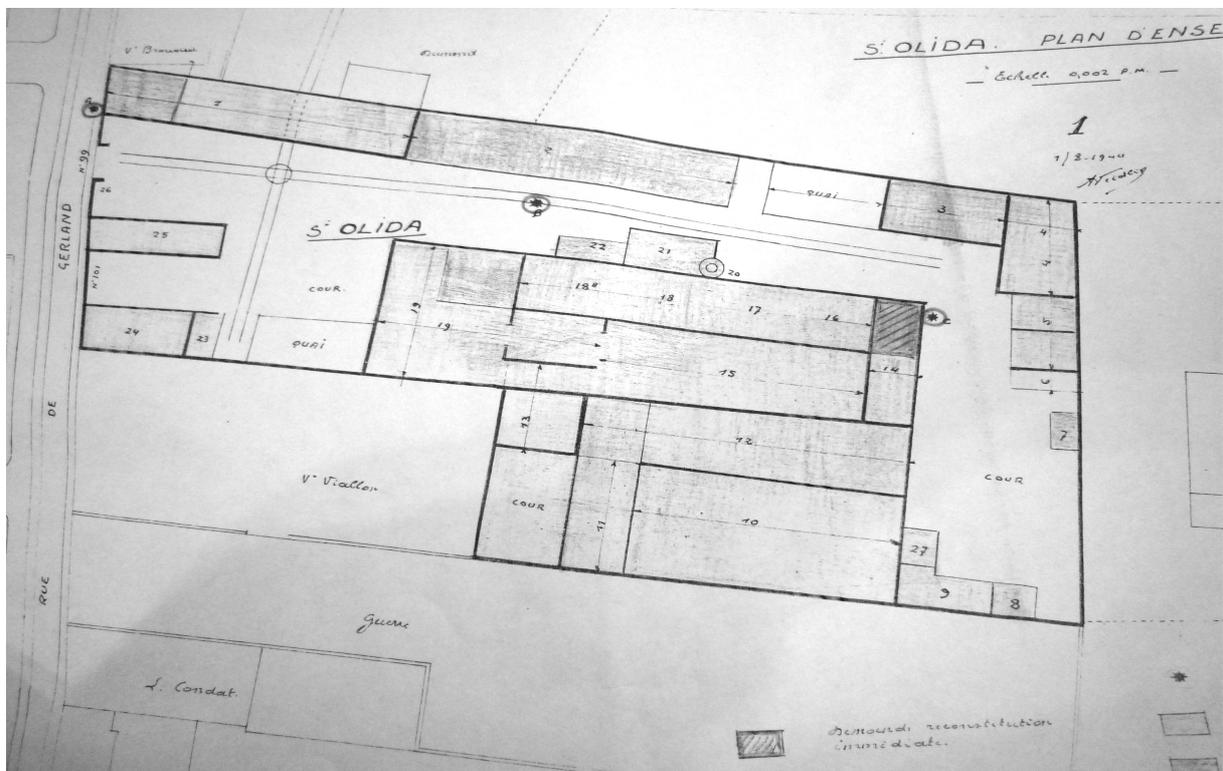
⁸ Archives départementales du Rhône (ADR), 130W6, dommages de guerre et reconstitution immédiate des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales partiellement ou totalement détruites par suite d'actes de guerre 1944-1946, Olida.

⁹ Ce témoignage est conservé au Centre d'histoire de la résistance et de la déportation de Lyon (CHRD). Notons qu'Irène Jacquier, toujours en vie, a une nouvelle fois témoigné le 26 mai 2004, au moment du soixantième anniversaire, pour le quotidien *Le Progrès*. D'autres témoignages de rescapés du bombardement ont été récemment publiés dans *1939-1945. Témoignages. Rhône, Ain, Jura et région*, Lyon, Le Progrès éditions, 2012.

Vendredi 26 mai 1944. Un jour qui commence comme beaucoup d'autres. A 7 heures devant notre table de travail nous étions loin de penser que quelques heures plus tard beaucoup d'entre nous ne seraient plus là. Nous étions en guerre, hélas ! Depuis quelques temps déjà les alertes se succédaient dans la région lyonnaise. De jour et de nuit l'aviation alliée venait sillonner les environs de la ville de Lyon mais celle-ci n'était pas touchée. Ce jour du 26 mai 1944 à 10 heures 45, les sirènes mugissent. Le personnel Olida Lyon reçoit l'ordre de descendre aux abris. Le portail d'entrée est fermé. Bon gré mal gré nous nous dirigeons vers l'abri. Celui sous l'usine, au fond de la cour, étant voûté, il doit normalement résister aux épreuves des bombes. Le destin en a voulu autrement. Serrés dans les compartiments de l'abri, tout le monde entend maintenant le bruit des explosions. Les jeunes chantent pour se donner une contenance et essayer de distraire les plus pessimistes. Trois explosions secouent l'ensemble du bâtiment. Le sous-directeur vient d'être frappé de plein fouet dans la cour de l'usine. Une bombe sur le portail d'entrée. Une seconde bombe sur l'abri, une troisième sur un camion au fond de la cour. Il est 10 heures 55.

Le plan de l'usine, produit dans la déclaration de sinistre établie le 5 juin 1944 par un inspecteur venu sur les lieux, permet de spatialiser l'événement (cf. photo 3) : situé sous le bâtiment dédié à la réception des marchandises, l'abri dans lequel s'est réfugié l'ensemble du personnel figure en hachures sombres. Les points noirs encerclés indiquent l'impact des trois bombes larguées à très haute altitude par les B24 (dits *Liberators*) de la 15^e US Air Force, basée à Foggia en Italie du Sud et chargée d'opérer dans le Sud-Est de la France.

Photo 3 : Plan de l'usine Olida



Source : ADR, 318W87, Dommages de guerre (bâtiments industriels et commerciaux) 1940-1965.

Une carte partielle de Lyon, retrouvée dans le dossier de déclaration de dommages de guerre constitué après la guerre par l'entreprise, permet de visualiser les quartiers concernés par le bombardement du 26 mai. Même si celui-ci a été imprécis et n'a atteint qu'une partie de ses objectifs, il a en effet été relativement localisé, touchant principalement les « secteurs menacés » délimités par la Défense passive. Les bombes, qui visaient les installations ferroviaires, sont tombées sur une partie du 2^e arrondissement (au sud de la gare de Perrache qui n'a pas été atteinte) et surtout sur le 7^e arrondissement, qui à cette date regroupait les actuels 7^e et 8^e arrondissements. L'avenue Berthelot, qui longe la voie ferrée, les rues situées immédiatement au nord¹⁰ ainsi que les places Jules Guesde et Jean Macé ont été très touchées. Mais aussi, plus au sud, les quartiers de La Mouche, de Gerland, de La Guillotière, du Grand Trou et du Moulin à Vent¹¹ sans oublier celui de Vaise, à l'ouest, qui ne figure pas sur la carte¹². L'usine Olida du 99, rue de Gerland – entourée d'un cercle sur la carte (cf. photo 4) – est donc implantée dans un secteur ultra-sensible, à proximité de la voie ferrée et des trois gares de Gerland, La Mouche et La Guillotière, mais aussi du Parc d'artillerie et de la caserne du Fort de la Vitriolerie, tous deux occupés par les Allemands. Pour autant, les alliés n'ont pas jugé bon de la bombarder avant cette date¹³, se contentant de viser les sites industriels de la banlieue de Lyon, en particulier les usines stratégiques participant à l'effort de guerre allemand¹⁴.

¹⁰ Rue Chevreul, rue Bancel, rue de Marseille, rue Jaboulay, rue Béchevelin, etc.

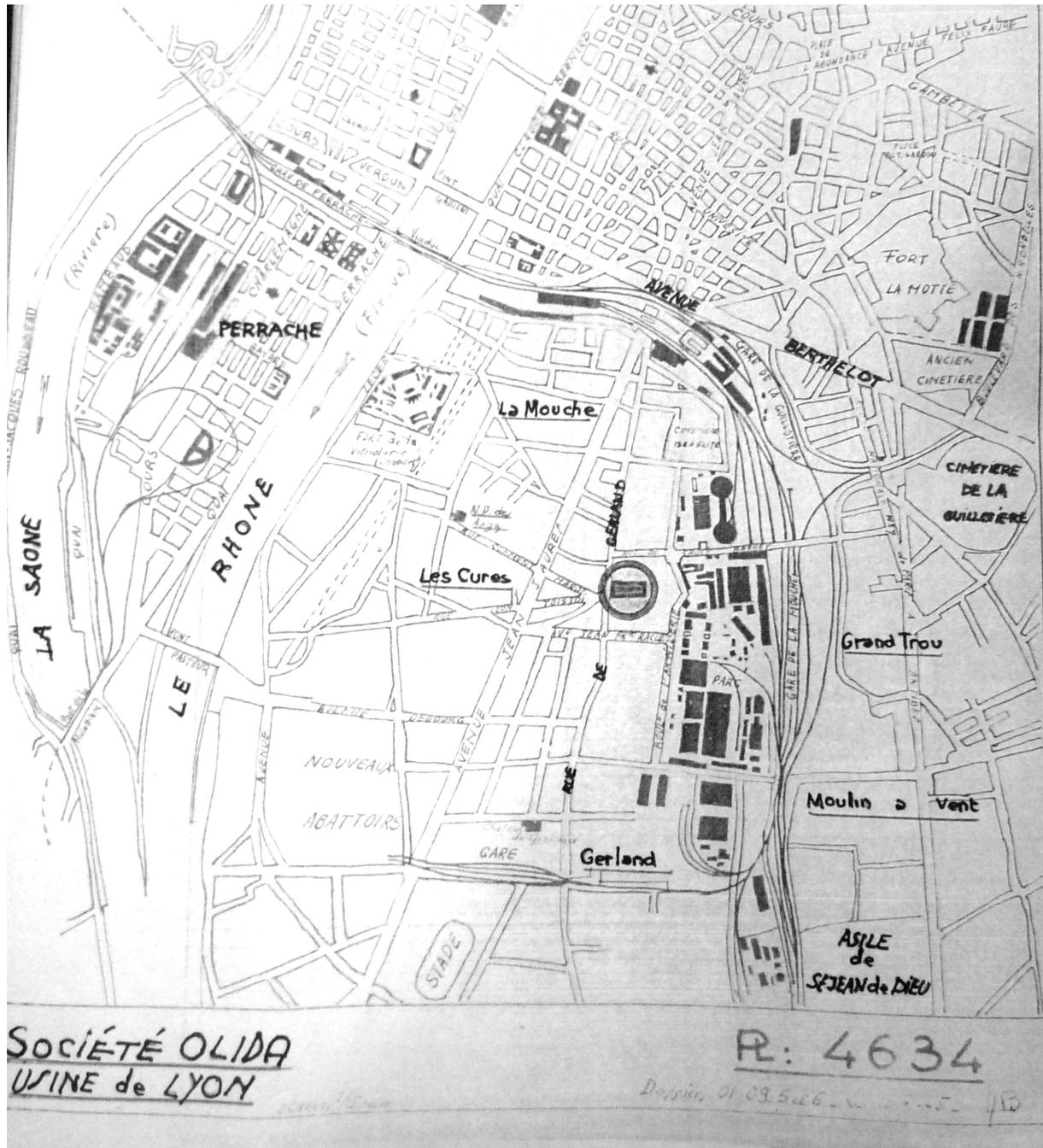
¹¹ Les bombes occasionnent d'importants dégâts route de Vienne. On relève en particulier des morts à l'asile Saint-Jean-de-Dieu et d'autres à la clinique psychiatrique Saint-Vincent-de-Paul.

¹² Le quartier de Vaise a été très sévèrement touché. Le versant ouest de la colline de la Croix-Rousse, en face de Vaise, a également reçu des bombes.

¹³ Le quartier voisin des États-Unis a reçu des bombes dans la nuit du 25 au 26 mars 1944.

¹⁴ Dans les semaines qui précèdent le 26 mai, des bombardements ciblés ont touché Vénissieux, Villeurbanne, Bron, Saint-Priest, Saint-Fons, etc.

Photo 3 : Localisation de l'usine Olida



Source : ADR, 318W87, Dommages de guerre (bâtiments industriels et commerciaux) 1940-1965.

Dénombrement et identification des victimes : une entreprise laborieuse

On ignore combien d'employés de l'usine se sont réfugiés dans la cave voutée, considérée comme un abri très sûr par la Défense passive, en ce matin du 26 mai 1944. On ne connaît d'ailleurs pas le nombre exact des salariés qui travaillaient à l'usine Olida à cette date – environ 140, pour moitié des femmes, d'après le dossier de dommages de guerre établi après la guerre – dont certains étaient « en vacances », précise Irène Jacquier. On peut cependant

affirmer que les employés d'Olida n'étaient pas seuls dans l'abri car, dans son rapport du 5 juin, l'expert chargé de constater les dégâts occasionnés à l'usine fait état de soixante-dix morts¹⁵. Et ce alors qu'à cette date, soit dix jours après le bombardement, tous les corps n'ont pas encore été extraits des décombres, ce qui en dit long sur la violence du choc et sur la difficulté du travail des sauveteurs, pompiers, équipes d'urgence de la Croix-Rouge, membres des groupements de jeunesse et salariés de l'usine Olida de Saint-Symphorien-sur-Coise (Rhône)¹⁶, venus prêter main forte à leurs camarades de l'usine de Lyon.

Est-il dès lors possible d'établir un bilan de la catastrophe à l'échelle de l'abri ? Dans son témoignage, Irène Jacquier parle de quatre-vingt-trois morts, alors qu'on trouve le chiffre de quatre-vingt-cinq morts sur le site Internet de l'Association des anciens d'Olida (ADAO)¹⁷. La liste dactylographiée des victimes dont le corps a été déposé au dépôt mortuaire installé dans l'église Notre-Dame-des-Anges¹⁸, procurée par Raymond Drevet¹⁹, fils d'une des victimes et actuel président de l'ADAO, fait quant à elle état de quatre-vingts corps - dont certains sont signalés « incomplets » – mais tous ne proviennent pas de l'abri Olida²⁰. La question se pose aussi de savoir s'il y avait des Allemands dans l'abri et parmi les victimes, comme l'affirme Irène Jacquier qui raconte avoir été sortie des décombres par un soldat allemand. C'est probable car un « bureau allemand » figure sur le plan de l'usine (cf. photo 4), sans qu'on sache quelle était sa fonction. En outre, un rapport de novembre 1943 envoyé par la Résistance à Londres indique que l'usine, qui fabriquait des salaisons, des conserves et des pâtés de viande²¹ mais aussi des confitures, travaillait pour le compte de l'armée allemande²². Mais ces éventuels morts allemands n'apparaissent pas dans la liste des victimes dont le corps a été déposé à l'église Notre-Dame-des-Anges.

Outre les quarante-huit Olida, dont le nom figure sur la plaque commémorative, et les éventuelles victimes allemandes, combien de personnes sont mortes ensevelies dans les décombres de l'abri Olida qui, ce matin là, a pris « un coup direct » ? Les registres de décès

¹⁵ Il semble cependant que les habitants du quartier n'avaient pas eu accès à l'abri. Les victimes se trouvaient donc probablement toutes dans l'usine au moment de l'alerte.

¹⁶ Ancienne usine de la maison Loste rachetée par Olida en 1928.

¹⁷ www.amicale-adao.com.

¹⁸ Ce dépôt, situé non loin de l'usine, est l'un des six dépôts mortuaires ouverts dans les quartiers sinistrés à la suite du bombardement.

¹⁹ Cette liste de cinq pages, non datée et non cotée, n'a pas été retrouvée aux Archives municipales de Lyon.

²⁰ On sait, grâce aux actes de décès, que sept d'entre eux ne se trouvaient pas dans l'abri. On peut supposer que Filippo Ferrari, Italien de 74 ans décédé à la clinique de Trarieux mais dont le corps a ensuite été amené à Notre-Dame-des-Anges, ne s'y trouvait pas non plus.

²¹ Elle est ravitaillée par les abattoirs tout proches. Voir Rachline M., *La saga Olida*, Paris, Albin Michel, 1991.

²² Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine (AN), F1a 3893, MMLA Rhône industrie Olida 1.

du 7^e arrondissement de Lyon²³ permettent d'identifier dix-neuf d'entre elles. Quatre sont des maçons de l'entreprise de construction A. Baudin implantée dans le 6^e arrondissement, qui faisaient sans doute des travaux dans l'usine²⁴. Dix autres sont des charcutiers venus s'approvisionner au magasin de l'usine dont on retrouve le nom sur la plaque commémorative apposée par l'Amicale Saint-Antoine, qui regroupe les membres de la corporation des charcutiers, dans une des chapelles de l'église Saint-Nizier de Lyon (2^e arrondissement)²⁵. Les cinq autres victimes identifiées sont un laitier-épiciier, un plombier, un emballleur, un manœuvre et un homme dont la profession n'est pas spécifiée.

À ces dix-neuf personnes s'ajoutent treize victimes réduites à l'état de « restes non identifiables » dont le décès a néanmoins été déclaré à l'état civil avec la mention « inconnu ». Ce qui donne un total de quatre-vingt victimes. Ce chiffre est peut-être inférieur à la réalité sachant que certaines victimes, gravement blessées, ont pu mourir à l'hôpital dans les jours voire les semaines qui ont suivi le bombardement sans que leur acte de décès permette de déterminer le lieu où elles ont été trouvées. Même si la marge d'erreur est probablement assez faible, il est donc impossible d'établir un bilan fiable des victimes du bombardement du 26 mai 1944 mortes dans l'abri de l'usine Olida ou des suites de leurs blessures.

Ce constat, formulé à l'échelle d'un seul abri, donne à penser que le chiffre très précis et partout repris de 717 victimes du bombardement du 26 mai 1944 à Lyon, produit en 1945 par Georges Gilonne dans un opuscule destiné à rendre hommage aux membres de la Défense passive et de la Croix-Rouge française²⁶, est sujet à caution. Certes, l'auteur cite longuement un rapport non daté sur le bombardement du 26 mai conservé aux archives départementales du Rhône²⁷. Mais ce rapport, établi par la direction départementale de la Défense passive, fait état de 635 morts, chiffre qui correspond aux victimes minutieusement recensées, dans les semaines qui ont suivi l'événement, par le service des inhumations et des cimetières de

²³ Consultable en ligne sur le site des archives municipales de Lyon, www.fondsenligne.archives-lyon.fr/ac69v2/genealogie.php?mode=1.

²⁴ Le nom de leur entreprise ne figure pas sur l'acte mais leur patron a fait paraître un avis de décès dans *Le Nouvelliste*.

²⁵ Au total, ce sont onze des dix-sept victimes dont les noms sont gravés sur cette plaque commémorant les morts de la guerre 1939-1945 qui sont décédées dans l'abri Olida, sachant que l'une d'entre elles, Francine Malatier, travaillait comme salariée chez Olida et a donc son nom sur les deux plaques.

²⁶ Gilonne G., *Lyon de guerre*, Lyon, Bascou Frères, 1945, p. 31. On sait peu de choses sur l'auteur, si ce n'est qu'il a été chef de manipulation et d'impression dans une entreprise de soierie et a écrit des ouvrages sur la technique de la soierie.

²⁷ ADR, 3959W79, bombardements sur Lyon et sa région durant l'année 1944.

Lyon²⁸. On sait qu'il faut rajouter à ce bilan les victimes allemandes, au moins une douzaine mais peut-être plus²⁹, qui ont été inhumées dans le carré allemand du cimetière de La Croix-Rousse. On sait aussi, grâce aux registres de décès, que l'occupant a soustrait les corps d'une poignée de collaborateurs, des miliciens en particulier, qui ont été enterrés dans le même cimetière³⁰. En outre des victimes du bombardement, décédées pour certaines très à distance de l'événement, n'ont pas été prises en compte dans le décompte. Ainsi, Fernand Arloing, professeur à la faculté de médecine de Lyon mais aussi talentueux photographe amateur, est mort à son domicile le 9 septembre 1944, après la libération de Lyon. Enfin un nombre indéfini de victimes dont les corps, pulvérisés par la violence du choc produit par les bombes, n'ont jamais été retrouvés³¹, n'ont pu être intégrées au bilan, bien que quelques décès aient été prononcés, parfois plusieurs années après la fin de la guerre, par le tribunal de grande instance de Lyon³². Même si on peut penser que le chiffre de Gilonne est un peu surévalué, il est donc impossible de produire un comptage fiable des victimes du bombardement du 26 mai à Lyon.

Le destin *post-mortem* des quarante-huit Olida

Grâce aux actes de décès, il a été possible de réunir un certain nombre d'informations sur les quarante-huit Olida. Une majorité d'entre eux sont des femmes (vingt-huit sur quarante-huit)³³. Seule une minorité habite à proximité de l'usine, à une époque où la main-d'œuvre urbaine est très mobile. Les victimes sont particulièrement nombreuses parmi les employés de bureau (vingt-deux sur quarante-huit) qui ont été littéralement décimés³⁴. Les autres sont vendeuse (1), étiqueteuses (2), mécanicien (1), chauffeur (1), autoclaviste (1), sertisseur (1), magasiniers (2), manutentionnaires (5), manœuvre (1) et ouvrières (2).

Les trois noms qui figurent en tête sur la plaque sont ceux des cadres de l'usine. Étienne Fayard, le directeur, 42 ans, loge dans l'usine mais sa famille est installée à Saint-

²⁸ Archives municipales de Lyon (AML), 1911W6, cimetières de Lyon : victimes du bombardement du 26 mai 1944.

²⁹ Il y en a eu au moins au siège de la Gestapo, situé dans les locaux de l'École de santé militaire, et au Parc d'artillerie. Le registre des tombes allemandes au cimetière de la Croix-Rousse a été conservé, mais la mention de la seule date d'inhumation ne permet pas de déterminer qui a été victime du bombardement ; AML, 1911W6, cimetière de la Croix-Rousse, registre des tombes militaires.

³⁰ Certaines victimes ont en outre été inhumées sous une fausse identité. C'est le cas du syndicaliste résistant Marius Vivier-Merle qui a trouvé la mort avec au moins treize autres personnes dans l'abri du 7 rue du Général Miribel, dans le 7^e arrondissement.

³¹ Le 2 juin 1944, le directeur du service des recherches de la Croix-Rouge française transmet une liste de 28 disparus à la mairie de Lyon. Le lendemain, le maire fait insérer un communiqué dans lequel il demande aux Lyonnais de communiquer des renseignements sur les victimes présumées encore ensevelies sous les décombres ; AML, 1127WP009, organisation de la Défense passive.

³² Dans le 7^e arrondissement, outre les décès de nombreux déportés, six décès de victimes du bombardement ont été déclarés par la voie judiciaire entre 1946 et 1954.

³³ On notera que leur nom apparaît après celui des hommes sur la plaque commémorative.

³⁴ Parmi eux, cinq comptables et aides-comptables, une téléphoniste et cinq dactylos et sténo-dactylos.

Symphorien-sur-Coise. Le directeur-adjoint, Henri Baron, 35 ans, habite pour sa part rue de Gerland, de même que Gustave Charpentier, 45 ans, directeur d'entrepôt. D'après Irène Jacquier, Henri Baron ne se trouvait pas dans l'abri mais dans la cour de l'usine lorsqu'il a été tué. Pierre Bonnard, 38 ans, chauffeur, fait lui aussi partie des victimes, même s'il n'est pas employé par l'usine de Lyon mais par celle de Saint-Symphorien-sur-Coise. Aloïse Masure, réfugié belge de 59 ans, travaille dans l'usine comme manœuvre. On sait en outre que, même si leur nom ne figurent pas côte à côte sur la plaque, Camille et Marie Bassignani (32 et 33 ans), tous deux employés de bureau, étaient mari et femme et qu'ils avaient un petit garçon de sept ans, Claude, qui, après la mort de ses parents, a été confié par le conseil de famille à sa grand-mère maternelle qui habitait à Tugdual dans le Morbihan³⁵. Le nom de Philippine Jacquier, 47 ans, elle aussi employée, attire également l'attention. À la date du bombardement, Philippine Jacquier n'a pourtant aucun lien de parenté avec Irène, née Nardonne. Mais celle-ci, blessée à la tête dans le bombardement³⁶, épousera par la suite le fils Jacquier. Gravement blessée elle aussi³⁷, Eugénie Jurgens, 58 ans, employée, a été emmenée à la clinique mutualiste Trarieux (3^e arrondissement), où elle est décédée trois jours plus tard, le 29 mai. Sur Maurice Drevet, 33 ans, on a davantage de renseignements grâce au témoignage de son fils Raymond³⁸, qui avait 7 ans au moment du drame et qui, comme de nombreux petits Lyonnais, avait été éloigné de Lyon avec son frère aîné pour le mettre à l'abri des bombardements³⁹. Maurice, qui avait une formation de mécanicien et avait un temps tenu une épicerie dans le 7^e arrondissement avec sa femme, travaillait (sans doute depuis 1936) chez

³⁵ Cette information figure dans les déclarations de succession des deux époux ; ADR, 3Q32/1889, Lyon succession 2, 28 août 1945, n° 1595, Maria et 3Q32/1890, 11 septembre 1945, n° 1672, Camille.

³⁶ D'après son témoignage, Irène Nardonne a été transportée à l'hôpital militaire Desgenettes, alors situé sur les quais du Rhône (actuel quai Gailleton), dans un camion de la Croix-Rouge. Elle n'a donc pas reçu la visite du maréchal Pétain qui s'est rendu au chevet des blessés soignés à l'hôpital Grange-Blanche lors de sa visite du 5 juin, veille du débarquement. Souffrant d'une blessure à la tête, elle a semble-t-il été trépanée et a pu sortir de l'hôpital douze jours après le bombardement. Ces précisions ont pu être apportées grâce à une liste des blessés soignés dans les différents hôpitaux de Lyon à la suite du bombardement conservée aux Archives départementales du Rhône sous la cote 3958 W 79.

³⁷ Elle souffre d'une commotion cérébrale grave et d'une fracture de la jambe gauche.

³⁸ Entretien du 17 septembre 2014 au domicile de Raymond Drevet, Lyon 7^e.

³⁹ Il se trouvait alors chez ses grands-parents paternels à Pont-de-Bauvoisin en Savoie. Alors que les évacuations étaient fortement encouragées depuis des semaines, le 12 mai 1944, le conseil municipal de Lyon a déclaré obligatoire l'évacuation des enfants de 6 à 14 ans habitant dans les secteurs menacés. Les parents devaient les placer en dehors de Lyon, dans de la famille ou chez des amis, ou les confier à des œuvres telles que Le Berger de Lyon ou l'Œuvre de solidarité scolaire ou encore au Bureau de la main-d'œuvre agricole qui se chargeaient de trouver des familles d'accueil en milieu rural (dans le Rhône, l'Ain, le Puy-de-Dôme, le Jura, la Loire, etc.). Les femmes enceintes et les femmes ayant des enfants de moins de 6 ans ont, quant à elles, fait l'objet de mesures facultatives d'évacuation. Ces mesures, assorties d'avantages financiers ou en nature, se sont heurtées à la résistance de nombreuses familles réticentes à se séparer de leurs enfants, en dépit de la fermeture des écoles et de la menace de se voir retirer leurs cartes d'alimentation. Contrairement à son grand frère Charles qui se souvient parfaitement avoir vu les bombardiers américains au dessus de Pont-de-Bauvoisin et les avoir applaudis, Raymond n'a aucun souvenir de cette journée. Les deux enfants attendaient la visite de leurs parents pour la Pentecôte.

Olida où il occupait la fonction de représentant. Il était membre de la Défense passive comme Gustave Carpentier et Camille Bassignani. Son nom est également gravé sur une plaque en hommage aux habitants du quartier des États-Unis victimes de la guerre 1939-1945 apposée dans l'église Saint-Jacques des États-Unis, la famille habitant alors dans la cité de Tony Garnier au 70, boulevard des États-Unis⁴⁰. Grâce à la liste des blessés pris en charge dans les différents hôpitaux de Lyon, on sait aussi que Robert Musto, employé, âgé de 14 ans au moment du drame, est mort de ses blessures à l'hôpital de l'Antiquaille deux jours après le bombardement. Dans un courrier adressé par l'adjoint au maire délégué au 7^e arrondissement à la mairie centrale⁴¹, on apprend que son père touchait un salaire modeste, que sa mère était sans emploi et qu'il y avait par ailleurs trois jeunes enfants à charge. La perte du salaire de Robert a donc plongé la famille, qui habite au n° 28 de la rue de Gerland, dans de graves difficultés. On ignore cependant si elle a pu percevoir l'aide réclamée, car celle-ci était en principe destinée aux seules familles ayant perdu leur « soutien » dans le bombardement, ou si elle a bénéficié des secours accordés par Olida à ses salariés immédiatement après le drame sachant que, dans la durée, seules les veuves et orphelins des victimes ont bénéficié d'allocations mensuelles liées à leur statut de veuves de guerre ou de pupilles de la nation⁴².

Après leur arrivée au dépôt mortuaire de Notre-Dame-des-Anges, les corps des Olida morts dans l'abri de leur usine ont été identifiés⁴³, préparés et rapidement mis en bière par crainte des épidémies⁴⁴. En prévision des bombardements, la mairie avait stocké un millier de cercueils qui ont donc suffi à couvrir les besoins⁴⁵. Sur chacun d'entre eux était apposée une petite plaque de zinc sur laquelle figurait le nom du défunt (éventuellement précédé de la mention « présumé(e) ») ou la mention « inconnu(e) ». Dans un arrêté municipal daté du 27 mai, le maire de Lyon, Pierre Bertrand, avait stipulé que l'ensemble des victimes, y compris

⁴⁰ Louise travaillait chez le fabricant de moteurs électriques Patay près de la route de Vienne et, au moment du bombardement, s'est réfugiée sous un camion comme son mari lui avait conseillé de le faire.

⁴¹ AML, 981WP382, bombardement du 26 mai 1944, aide aux sinistrés du 7^e arrondissement : réquisitions, secours et liste des personnes déménagées par les équipes nationales avec les adresses d'origine et de destination 1944-1948.

⁴² Certaines veuves ont également été embauchées par l'entreprise, comme cela a été le cas de Louise Drevet qui, peu de temps après le bombardement, est entrée à l'usine comme secrétaire. Elle y a travaillé jusqu'à sa retraite et fait recruter son fils Raymond en 1956. Celui-ci a travaillé chez Olida jusqu'à la fermeture de l'usine en 1992, d'abord comme ouvrier puis comme commercial. Les filles de Césarine Aparicio ont également été embauchées chez Olida après la guerre.

⁴³ Louise Drevet est venue reconnaître le corps de son mari qui était intact. D'après le récit familial, Maurice Drevet avait toujours un bouchon dans ses poches qu'il a probablement serré entre ses dents au moment du bombardement.

⁴⁴ D'après les témoins, il faisait chaud à Lyon en cette veille de Pentecôte.

⁴⁵ AML, 1006WP4, mesures à prendre pour l'inhumation des victimes en cas de bombardement 1942-1944.

celles qui n'habitaient pas à Lyon⁴⁶, devraient être inhumées au cimetière de Loyasse, près de Fourvière, sur le terrain général, au lieu dit le Clos du lièvre⁴⁷. Ce carré, dédié aux indigents, avait en effet été affecté aux victimes civiles de la guerre et « préparé » en prévision d'éventuels bombardements entre décembre 1943 et mars 1944. L'arrêté prévoyait que les inhumations en concession particulière ne pourraient se faire qu'à une date ultérieure, non spécifiée, après exhumation des corps. Ces dispositions autoritaires, très contraignantes pour les familles, qui bénéficient en contrepartie de la gratuité des funérailles, sont justifiées par des raisons sanitaires mais aussi logistiques : plutôt que de creuser des tombes individuelles dans plusieurs cimetières de la ville⁴⁸, le service des inhumations et des cimetières a estimé préférable, pour être en mesure d'enterrer un grand nombre de victimes en un temps limité, de réserver un grand terrain où seraient creusées des tranchées dans lesquelles les cercueils pourraient être alignés (cf. photo 5). Ce dispositif de tombes collectives expérimenté dans de nombreuses villes bombardées⁴⁹ avait l'avantage d'être invisible une fois les tranchées refermées, chaque emplacement de cercueil étant surmonté d'un petit monticule de terre, donnant l'illusion d'une tombe individuelle (cf. photo 6). Mais dans l'arrêté du 27 mai, le maire invoque également des raisons d'ordre moral : tous les corps des victimes doivent être inhumés de façon identique et doivent être « réunis dans un même lieu où l'hommage de la population pourra être rendu à tous ».

⁴⁶ D'après le registre des victimes, une exception a été faite pour les habitants de Saint-Rambert-l'Île-Barbe soit une dizaine de victimes.

⁴⁷ AML, 1006WP4, extrait du registre des arrêtés du maire, État français, ville de Lyon.

⁴⁸ Notons que le cimetière voisin de La Guillotière, dévasté par les bombes, a dû être fermé pendant deux mois.

⁴⁹ Un rapport sur l'inhumation des victimes du bombardement du 24 novembre 1943 émanant du service des cimetières de la mairie de Toulon a été retrouvé dans le fonds du service des inhumations et des cimetières de la ville de Lyon.

Photo 5 : Contrôle et mise en place de corps, dans une tranchée du terrain des sinistrés et victimes civiles, au cimetière de Loyasse



Source : ADR, 2066W111, Services funéraires.

Photo 6 : Rang de tombes, cimetière de Loyasse, carré du Clos-Lièvre



Source : ADR, 2066W111, Services funéraires.

À Lyon comme dans la plupart des villes touchées par les bombardements alliés, cette volonté d'instrumentaliser le deuil des familles motive également le choix d'organiser des funérailles collectives grandioses conçues comme un moment de communion de l'ensemble de la population autour des victimes mais aussi du régime et de son chef. Deux cérémonies funèbres présidées par le cardinal Gerlier en la cathédrale Saint-Jean se succèdent en présence de très nombreux officiels et représentants des corps constitués⁵⁰. La première a lieu au matin du 29 mai, lundi de Pentecôte. Trente-cinq des quarante-huit Olida retirés des décombres de l'abri de leur usine reposent dans des cercueils en bois clair au milieu de 394 autres, tous identiques, sur le parvis de la cathédrale (cf. photo 7). Parmi eux, Claudia Pignol, « inconnue », qui ne sera identifiée que le lendemain⁵¹. Les familles, qui ont reçu un « carton

⁵⁰ On ignore pourquoi toutes les victimes n'ont pas été enterrées en une seule fois comme à Saint-Étienne. Notons qu'à Saint-Etienne les funérailles ont lieu sur la Place de l'Hôtel-de-Ville. A Nantes, le 21 septembre 1943, la messe d'enterrement des victimes du bombardement du 16 septembre est dite simultanément (en deux services) à la cathédrale et dans trois autres églises.

⁵¹ Elle a été reconnue par son mari et par sa fille le 30 mai grâce à un morceau d'étoffe prélevé sur son corps déchiqueté.

d'invitation » pour quatre personnes⁵², sont dans la nef et c'est à elles que s'adresse le cardinal : « Parents, épouses, enfants désolés, vos morts sont toujours vivants. L'affreux bombardement a pu détruire, calciner peut-être l'enveloppe mortelle de leur âme, mais ces âmes restent inaccessibles à la brutalité des destructions humaines. Dieu les a faites immortelles [...] »⁵³. Faute de place dans la cathédrale, le reste de l'assistance, très nombreuse, est massée à l'extérieur et suit les funérailles grâce à des haut-parleurs. L'absoute, donnée par le cardinal Gerlier sur le parvis, est filmée puis diffusée par les actualités françaises⁵⁴. Les cercueils sont ensuite chargés sur des camions et conduits au cimetière de Loyasse, avant d'être inhumés en l'absence des familles⁵⁵. Celles-ci n'ont eu le droit de venir se recueillir sur la tombe de leurs proches que cinq jours plus tard, le samedi 3 juin, le cimetière leur étant réservé ce jour-là ainsi que le lendemain⁵⁶.

⁵² Le frère de Maurice Drevet s'en est procuré une seconde.

⁵³ Discours reproduit dans *La Semaine religieuse de Lyon* du 2 juin 1944.

⁵⁴ La cérémonie est également décrite avec force détails dans *Le Nouvelliste*.

⁵⁵ Des photos de l'inhumation sont conservées dans le fonds des inhumations et des cimetières de la ville de Lyon. On y trouve également des photos de la cérémonie.

⁵⁶ Elles doivent au préalable se procurer un laissez-passer à la mairie centrale.

Photo 7 : Cérémonie religieuse à la cathédrale Saint-Jean, 29 mai 1944



Source : ADR, 2066W111, Services funéraires.

La seconde cérémonie a lieu le 30 mai, à la fin de l'après-midi. Il a en effet fallu attendre le retour du cardinal Gerlier qui, accompagné du maire de Lyon, s'est rendu à Saint-Étienne, également située dans son diocèse, pour présider les funérailles des près d'un millier de victimes du bombardement qui a également touché la ville le 26 mai au matin⁵⁷. Cinq Olida font partie des cent-onze personnes inhumées ce jour-là. Mais cette fois-ci, les cercueils sont emmenés directement des dépôts mortuaires au cimetière de Loyasse. Seuls trois d'entre eux sont exposés dans la nef de la cathédrale. Ils n'ont pas été choisis au hasard. L'un

⁵⁷ Les funérailles ont eu lieu sur la place de l'Hôtel de ville et les victimes ont toutes été inhumées sur un terrain privé appartenant au cimetière de Côte-Chaude. Voir Swanson M., *26 mai 1944. Le bombardement de Saint-Etienne. Pourquoi ?*, Saint-Étienne, Actes graphiques, 2006.

renferme le corps d'une « victime inconnue », qui à ce titre représente toutes les autres⁵⁸. Dans les deux autres reposent deux jeunes membres de la Défense passive dont on honore ainsi le sens du sacrifice. Les familles ne sont pas davantage que la veille autorisées à se rendre au cimetière.

Le 31 mai, trente-sept nouvelles victimes du bombardement sont enterrées au cimetière de Loyasse. Six d'entre elles proviennent de Notre-Dame-des-Anges, parmi lesquelles une trente-neuvième Olida, Eugénie Jurgens, qui a succombé à ses blessures à l'hôpital. Cette fois-ci, plus de funérailles grandioses, le cérémonial, réduit à sa plus simple expression, se résume à la levée des corps. Celle-ci a lieu dans les dépôts mortuaires, en présence d'un représentant de la municipalité et du curé de la paroisse qui donne l'absoute. « M. le maire regrette qu'à cette occasion les circonstances ne permettent pas de renouveler l'hommage public rendu aux victimes », peut-on lire dans *Le Nouvelliste* du jour. Soixante-quatre autres victimes sont enterrées dans les mêmes conditions les 2, 3, 5, 7, 9, 10, 12, 14, 16, 17, 20, 22, 24 et 26 juin⁵⁹. Parmi elles figurent sept salariés déclarés « disparus » par la maison Olida alors qu'ils se trouvaient dans l'abri au moment du bombardement : Henri Baliva (32 ans, charcutier), Marie Bassignani, Gabrielle Deville (38 ans, étiqueteuse), Marcel Grillet (59 ans, autoclaviste), Suzanne Gonin (33 ans, aide-comptable), Marthe Motte-Besson (58 ans, manutentionnaire) et Marie Violi (19 ans, manutentionnaire)⁶⁰. Qualifiés de « débris Olida » (cf. photo 8), ils sont inhumés le 20 juin, soit vingt-cinq jours après le bombardement, dans un même cercueil, sans qu'on sache si des fragments de leur corps ont été identifiés à l'Institut médico-légal⁶¹. Ce même jour sont également inhumés deux employés des usines Teste (Vaise), Claude et Francine Masson, mari et femme.

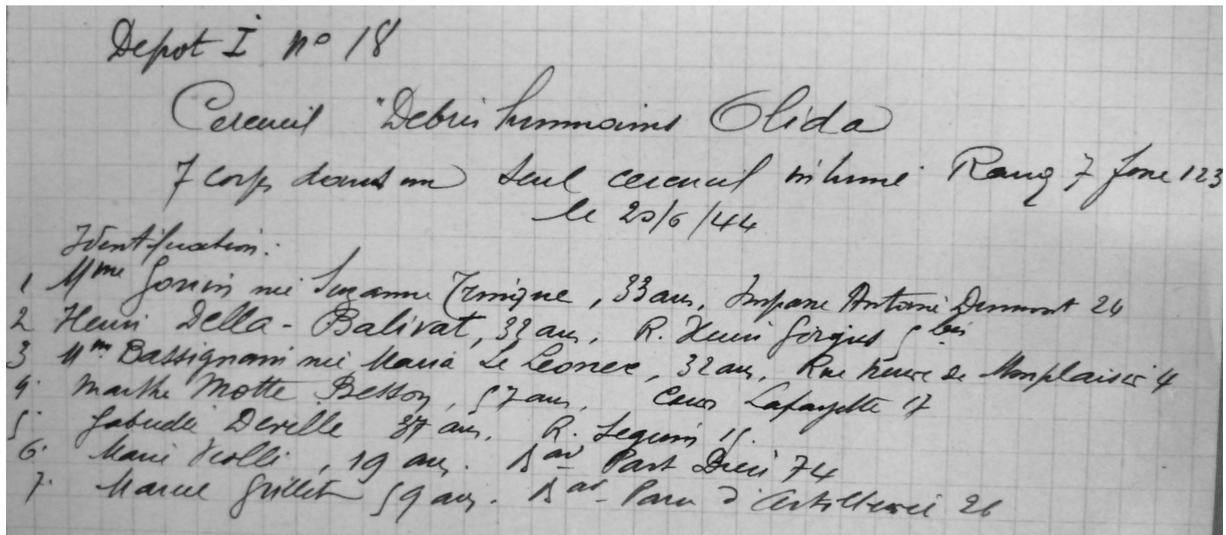
⁵⁸ À Saint-Étienne, lors de la cérémonie du 31 mai, le cercueil d'un inconnu a également été dressé sur un catafalque au centre de la place de l'Hôtel de ville.

⁵⁹ Quatre victimes sont encore inhumées les 7, 15, 17 et 24 août.

⁶⁰ Cette liste de disparus déclarés par la maison Olida figure à la fin de la liste dactylographiée conservée par Raymond Drevet.

⁶¹ Leur nom apparaît en effet dans le registre des convois mortuaires qui mentionne que le cercueil a été pris en charge à la faculté de médecine. Notons que le nom des autres victimes du bombardement convoyées par camion au cimetière de Loyasse n'apparaît pas dans le registre, ce qui m'a privé d'une source essentielle.

Photo 8 : Fragment de page de cahier mentionnant les 7 Olida réduits à l'état de « débris humains »



Source : ADR, 2066W111, Services funéraires.

Certaines familles se sont-elles opposées à ces obsèques publiques « imposées » qu'elles peuvent avoir vécues comme un réconfort mais aussi comme une confiscation de leur deuil voire, dans le cas des victimes qui n'ont eu droit qu'à des funérailles expéditives, comme une atteinte à la dignité de leurs morts ? Les archives ne laissent rien filtrer à ce sujet et ne permettent pas de repérer des cas de refus semblables à ceux, il est vrai minoritaires, signalés à Paris par Luc Capdevilla et Danièle Voldman pour l'ensemble de la période⁶². Ces phrases relevées au détour d'un article du *Lyon républicain* du 30 mai 1944 donnent cependant à penser que la décision prise par le maire de Lyon n'a pas fait l'unanimité : « Les strictes règles d'une discipline nécessaire avaient contraint la Ville d'ordonner des funérailles collectives. Nous savons que beaucoup de familles se sont mal résignées devant cette cruelle obligation. Il est dur de pleurer un être cher sans avoir le droit de se pencher une dernière fois sur sa tombe ». Il semble en tout cas que seul un nombre restreint de familles soient parvenues à obtenir une « dérogation » afin d'enterrer leur mort dans le caveau familial. D'après le registre des convois funéraires et le témoignage d'un de ses petits-fils⁶³, Anthelme Rochemaix, directeur adjoint de l'Institut Pasteur de Lyon mais aussi membre du conseil départemental,

⁶² Environ deux mille victimes de bombardement ont été inhumées à Paris pendant la période, mais seules une dizaine de familles ont refusé les funérailles collectives. Voir Capdevilla L., Voldman D., « Rituels funéraires de sociétés en guerre (1914-1945) », S. Audoin-Rouzeau, A. Becker, C. Ingrao, H. Rouso (dir.), *La violence de guerre 1914-1945*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2002, p. 290-311, ici p. 295.

⁶³ Celui-ci a été contacté par courriel.

n'a pas été inhumé à Loyasse mais au cimetière de La Croix-Rousse où la famille possédait un caveau. Son collaborateur Francisque Simon a quant à lui été inhumé à Ecully⁶⁴.

De nombreux avis de messes de quarantaine publiés dans la presse donnent en outre à penser que les proches des victimes du bombardement ont eu à cœur de réinscrire leur deuil dans l'intimité du cercle familial, amical et paroissial. Ainsi, le 6 juillet 1944, un service de quarantaine est organisé à l'église Saint-Augustin de la Croix-Rousse à la mémoire de Henri Della-Baliva. Le 8 juillet, la mémoire de Maurice Drevet est honorée à l'église du Point-du-Jour, paroisse où il s'était uni à Louise, et le 29 juillet une messe à la mémoire d'une autre salariée, Marianne Oriol, 48 ans, manutentionnaire, est dite en l'église Notre-Dame-des-Anges. Dans les semaines qui suivent le bombardement, des paroisses, des comités d'entraide et de nombreux groupements professionnels prennent en outre l'initiative de commémorer « leurs » victimes. Le 5 juin, une messe est dite à Saint-Nizier pour les employés municipaux⁶⁵. Le 17 juin, l'Amicale Saint-Antoine fait paraître un avis de messe en hommage aux charcutiers de la corporation de Lyon. Le 18 juillet, une messe commandée par le conseil, la direction et le personnel de l'Institut bactériologique de Lyon en mémoire du professeur Anthelme Rochaix et des docteurs Panisset et Simon est dite en l'église Saint-André. Plusieurs entreprises très touchées par le bombardement (la fabrique de lampes J. Visseaux, la tréfilerie A. Teste & C^{ie}, le fabricant de pâtes alimentaires Milliat Frères, le chimiste Progil, l'entreprise chimique et pharmaceutique Givaudan, Lavirotte & C^{ie}) font également dire des messes pour leurs salariés⁶⁶. Enfin, le 2 juillet, l'ensemble des comités sociaux des entreprises de Vaise organisent un service religieux, en plein air⁶⁷, en mémoire des membres de leur personnel⁶⁸. La Maison Olida n'est pas en reste⁶⁹. Le mardi qui suit le bombardement, au moment de la reprise du travail, le directeur par intérim de l'usine de Lyon, André Latour, rassemble les salariés rescapés autour du cratère creusé par la bombe tombée sur l'abri pour un hommage silencieux à leurs camarades⁷⁰. Le 15 juillet, la direction et le personnel de

⁶⁴ Anthelme Rochaix et de deux de ses collaborateurs, les Dr Simon et Panisset, dont les corps ont été retrouvés plusieurs jours après le bombardement dans leur laboratoire de la rue Chevreul, ont eu droit, le 3 juin, à des funérailles solennelles présidées par le cardinal Gerlier à la faculté de médecine de Lyon, en présence de très nombreux officiels.

⁶⁵ Ce jour-là, le cardinal Gerlier préside également une réunion de prières en hommage aux victimes du bombardement à la basilique de Fourvière.

⁶⁶ La Maison Milliat a perdu sept salariés, la Maison Givaudan dix, Progil « seulement » deux.

⁶⁷ L'église Saint-Pierre-de-Vaise a été entièrement détruite.

⁶⁸ Cet office permet au cardinal Gerlier de quitter prématurément la cérémonie organisée, le même jour, à la mémoire de Philippe Henriot, assassiné le 28 juin.

⁶⁹ On ignore s'il existait un comité social dans l'usine.

⁷⁰ Une photo de ce moment très émouvant est conservée par Raymond Drevet.

l'usine Loste-Olida de Saint-Symphorien-sur-Coise, associés au conseil municipal⁷¹, prennent en outre l'initiative d'organiser un service religieux à la mémoire d'Étienne Fayard et d'Henri Baron, directeur et directeur-adjoint de l'usine de Lyon, mais aussi de Pierre Bonnard, chauffeur de l'usine de Saint-Symphorien, et de Justin Marnas, un enfant de Saint-Symphorien installé comme charcutier à Lyon et mort dans le bombardement alors qu'il se trouvait route de Vienne⁷². Un service de cars est mis en place depuis Lyon ; on ignore si cette cérémonie a mobilisé les Olida Lyon et si une autre messe a été dite à Lyon à la mémoire des salariés de l'usine de Gerland⁷³.

« Morts pour la France » mais sans sépulture perpétuelle

Dès la Libération, nombre de familles, en particulier celles qui n'habitent pas à Lyon, manifestent en outre leur volonté de se réappropriier les corps de leurs défunts, afin de les inhumer dans une concession familiale ou dans un cimetière proche de chez elles. En dépit de la pénurie de moyens de transport, pas moins de deux-cent-treize corps de victimes civiles de la guerre enterrées au cimetière de Loyasse⁷⁴ sont ainsi exhumés entre décembre 1944 – date à laquelle est donnée l'autorisation – et janvier 1946⁷⁵. Faute d'avoir pu accéder aux registres du cimetière de Loyasse, qui n'ont pas encore été versés aux archives municipales, il n'a pas été possible de déterminer l'identité de ces victimes ni combien parmi les quarante-huit Olida morts dans l'abri de leur usine le 26 mai 1944 ont été exhumés et à quelle date. On sait seulement, en croisant les témoignages et d'autres sources d'archives, que Pierre Bonnard l'a été le 16 janvier 1945 pour être inhumé au cimetière de Saint-Martin-en-Haut (Rhône), à quelques kilomètres de Saint-Symphorien-sur-Coise. Robert Musto a, quant à lui, été exhumé le 28 février 1945, Henri Baron le 16 mai, Irène Kolesnikoff le 7 juillet, Marguerite Zorn-Vallat le 19 décembre 1951, Fanny Roussetski en septembre 1953, sans qu'on sache où il ont été inhumés⁷⁶. Grâce aux informations collectées auprès des membres de l'ADAO, on sait

⁷¹ L'usine est un très gros employeur de la commune.

⁷² Justin Marnas, dont le nom figure sur la plaque apposée à l'église Saint-Nizier en hommage aux membres de la corporation des charcutiers morts dans le bombardement, était charcutier indépendant rue Moncey mais son père était chef de la mécanique à l'usine Olida de Saint-Symphorien. Son corps a été transporté au dépôt Notre-Dame-des-Anges. Le nom des quatre hommes est inscrit sur le monument aux morts 1939-1945 de Saint-Symphorien.

⁷³ On peut également supposer que les Olida Lyon se sont rendus massivement aux messes de quarantaine dites en mémoire de leurs camarades, par exemple à celle dite en mémoire de Marianne Oriol qui a eu lieu à Notre-Dame-des-Anges non loin de l'usine.

⁷⁴ Si les victimes du bombardement du 26 mai 1944 en constituent la grande majorité, il faut également prendre en compte les victimes du bombardement du 6 août et les victimes des exactions commises par l'occupant aux cours des dernières semaines ayant précédé la libération de Lyon le 3 septembre.

⁷⁵ AML, 1006WP4.

⁷⁶ AML, 1099WP12 registre des exhumations 1944-1952.

également qu'un certain nombre d'Olida ont été « subitement » exhumés et transférés, souvent dans le cimetière de leur commune d'origine, au cours de l'année 1958 : Marcel Gaona le 29 janvier, Maurice Drevet le 7 février, Philippine Jacquier et Césarine Aparicio à une date indéterminée, les trois derniers ayant été enterrés respectivement aux cimetières de Pont-de-Beauvoisin, Romanèche-Thorins (Saône-et-Loire) et La Guillotière. À la fin de l'année 1957, les familles se sont en effet vu rappeler par voie d'affichage dans le cimetière que « leur » mort n'avait pas droit à une sépulture perpétuelle. Et ce bien que, par une ordonnance du 2 novembre 1945 modifiant la loi du 28 février 1922 qui prévoyait de n'accorder le bénéfice de cette mention qu'aux civils ayant perdu la vie du fait de violences commises par l'ennemi, les victimes des bombardements alliés aient obtenu le statut de « morts pour la France » que leur avait déjà accordé le régime de Vichy par une circulaire du ministère de l'Intérieur du 8 juillet 1943. Mais si ce statut était jusque là associé au droit à une sépulture perpétuelle, entretenue par les municipalités, la loi du 27 août 1948 change la donne. Désormais ce droit est réservé aux civils dont « la mort est la conséquence directe d'un acte accompli volontairement pour lutter contre l'ennemi » qui seront enterrés dans des carrés spécifiques ou dans des nécropoles nationales⁷⁷. C'est sans doute ce qui explique que seuls dix-neuf des quarante-huit Olida aient été déclarés « morts pour la France »⁷⁸, cette distinction n'ayant été accordée par le ministère des Anciens combattants qu'aux défunts de nationalité française à condition que leur famille en ait fait la demande.

À partir du 20 février 1952, date de parution du décret d'application de la loi, la municipalité de Lyon n'est donc plus légalement tenue de maintenir les tombes des victimes du bombardement du 26 mai. Mais Edouard Herriot temporise. Ce n'est que cinq ans plus tard, en 1957, que, confronté à une pénurie grave d'emplacements pour la création de concessions, son successeur à la mairie, Louis Pradel, décide de faire pression sur les familles pour qu'elles exhument les leurs ou qu'elles acceptent que leurs restes soient rassemblés dans un ossuaire⁷⁹. Cette mesure suscite les protestations du Comité de liaison des anciens

⁷⁷ À ce sujet voir Barcellini S., « La gestion du deuil par l'État français au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », F. D. Liechtenhahn (dir.), *Europe 1946, entre le deuil et l'espoir*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, p. 121-140.

⁷⁸ Il est cependant possible que la mention n'ait pas été systématiquement reproduite sur les actes de décès.

⁷⁹ AML, 1025WP29, reprise par l'État des terrains dans lesquels étaient inhumées les victimes de la guerre 1939-45. Notons que la mairie de Lyon s'était jusque là montrée très prudente. Dans une lettre du 24 juin 1948 adressée au directeur du service des inhumations, elle avait demandé que soit procédé à la reprise des tombes périmées « avec la plus grande circonspection », afin que les familles ne fassent pas grief à l'administration de n'avoir pas conservé la tombe des leurs. Une circulaire du ministère de l'Intérieur datée du 29 août 1945 « concernant le maintien de la sépulture des victimes civiles d'événements de guerre » avait, il est vrai, imposé aux maires de porter à huit ans, contre cinq ans en temps normal, le délai fixé pour l'ouverture des tombes dans

combattants du Rhône qui, le 17 février 1958, adresse une motion au conseil municipal, également publiée dans la presse⁸⁰, dans laquelle on peut lire :

Le Comité de liaison des anciens combattants a appris avec étonnement et avec peine que les familles des victimes civiles de bombardement ont été invitées à acheter une concession avant la fin du mois de mars, faute de quoi les corps seraient exhumés et livrés à l'incinération. Il demande à Mr le Maire de Lyon et au Conseil municipal de Lyon de bien vouloir adopter des mesures humaines qui permettent de laisser reposer en paix les corps de ceux qui furent victimes d'une guerre atroce et de ne pas infliger à leurs familles une souffrance nouvelle.

Si elle accepte de différer la mesure, la mairie ne cède pas et repousse, au motif que les familles ne viendront pas entretenir les tombes, la proposition du conseiller Thierry le 2 février 1958 de regrouper celles-ci dans un carré dédié. Au fil du temps, les tombes des Olida qui n'ont pas été transférées, souvent faute de moyens, sont donc « reprises⁸¹ ». Ainsi celle de Jeanne Bonnot, dactylo chez Olida, décédée à l'âge de 17 ans, dont la sœur avait demandé au préalable l'autorisation de récupérer des décorations funéraires pour les placer sur la tombe de leur père.

On ignore à quelle date la grande croix blanche érigée en surplomb du terrain général dans les jours qui ont suivi le bombardement a été retirée. Aujourd'hui, au cimetière de Loyasse, aucun monument, aucune plaque ne viennent en tout cas rappeler le souvenir d'un événement qui a rapidement été effacé de la mémoire officielle⁸². Celle des familles et des camarades de travail des victimes est en revanche restée vivante comme en témoigne la plaque Olida apposée en 1966 sur le lieu même de l'abri frappé par la bombe sur laquelle figure, outre la liste des morts, la mention suivante : « En mémoire de nos camarades morts pour la France le XXVI mai MCMXLIV »⁸³. Démontée à la suite de la démolition de l'usine, cette plaque, conservée pendant plusieurs années par Raymond Drevet, a été réapposée rue de Gerland en 1994 à l'initiative de l'ADAO pour commémorer le 50^e anniversaire du bombardement auquel s'est associée la mairie du 7^e arrondissement⁸⁴. Les anciens d'Olida viennent s'y recueillir chaque année, le 26 mai, lors d'une modeste cérémonie du souvenir.

le cas des victimes civiles du conflit et des réfugiés, délai qui avait encore été repoussé par la suite ; AML, 1006WP4.

⁸⁰ *Le Progrès*, 28 février 1958.

⁸¹ Notons cependant que certaines familles ont fait réinhumer leur proche au cimetière de Loyasse en précisant parfois « mort dans le bombardement du 26 mai ». Cette mention figure sur la tombe d'Adrienne Ramillon.

⁸² Ce souvenir est cependant très vivace chez les gardiens du cimetière, interrogés à l'occasion d'un repérage des lieux.

⁸³ D'après les témoignages recueillis, cette plaque avait été précédée d'une autre, beaucoup plus modeste, apposée à la Libération.

⁸⁴ Une seconde plaque a été apposée à cette occasion.